



Résumé de la présidence sur le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

Déclaration d'action du Secrétaire général « Rendre les systèmes alimentaires au service des personnes, de la planète et de la prospérité »

23 septembre 2021

Les systèmes alimentaires inclusifs et transformateurs nourrissent les progrès pour atteindre la faim zéro

Riche ou pauvre, jeune ou vieux, chaque personne dans le monde a besoin de manger. Une alimentation sûre et nutritive apporte non seulement la vie et la santé, mais aussi l'espoir. Chaque jour, des milliards de personnes récoltent, transforment et transportent des aliments jusqu'au marché et à nos foyers. Les consommateurs choisissent ce qu'ils mangent en fonction de ce qui est disponible et accessible. Cette activité quotidienne nous touche tous et sous-tend nos cultures, nos économies et notre relation avec le monde naturel. Les femmes, souvent l'épine dorsale des systèmes alimentaires, et les jeunes, offrent un nouvel espoir pour des systèmes alimentaires transformateurs qui nous rassemblent en tant que familles, communautés et nations en harmonie avec la nature.

Alors que nous entrons dans la Décennie d'action pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030, de nombreux systèmes alimentaires dans le monde étaient fragiles et ne respectaient pas le droit à une alimentation adéquate pour tous. La faim était de nouveau à la hausse. Trois milliards de personnes, soit près de la moitié de l'humanité, n'avaient pas les moyens d'avoir une alimentation saine. La malnutrition sous toutes ses formes, y compris l'obésité, était profondément enracinée, entraînant un large éventail d'impacts négatifs sur la santé, l'éducation, le genre et l'économie. Les facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition, notamment les conflits, les extrêmes climatiques et la volatilité économique, sont encore exacerbés par la pauvreté et les niveaux élevés d'inégalité.

La pandémie de COVID-19 a mis ces tendances inquiétantes en exergue. Jusqu'à 811 millions de personnes dans le monde étaient confrontées à la faim en 2020, soit une augmentation de 20 % en un an seulement. Plus de 41 millions de personnes sont au seuil de la famine.

La crise provoquée par la pandémie s'inscrit dans le cadre d'une crise planétaire qui menace notre climat et la vie telle que nous la connaissons. La production alimentaire et les

producteurs locaux sont de plus en plus vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. Le dernier rapport du GIEC montre que dans tous les scénarios, des températures supérieures à 1,5 °C et 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels seront dépassées au cours du 21e siècle, à moins que les émissions mondiales de gaz à effet de serre ne soient réduites de moitié au cours de la prochaine décennie.

De plus, des rapports récents ont révélé que les systèmes alimentaires contribuent jusqu'à un tiers des émissions de gaz à effet de serre, jusqu'à 80 % de la perte de biodiversité et utilisent jusqu'à 70 % de l'eau douce. Cependant, les systèmes de production alimentaire durables devraient être reconnus comme une solution essentielle à ces défis existants. Il est possible de nourrir une population mondiale croissante tout en protégeant notre planète.

Un Sommet populaire axé sur des solutions pour les personnes, la planète et la prospérité

Face à ces défis épiques, les Nations unies ont réuni des dizaines de milliers de personnes, du niveau local au niveau mondial, dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires. Grâce à leur leadership, ils en ont fait un « Sommet populaire » ; avec leurs propositions d'action, ils en ont fait un « Sommet des solutions » pour faire des effets transformateurs des systèmes alimentaires un moteur pour la réalisation des ODD d'ici 2030. Tout au long de ce processus, les gouvernements et les parties prenantes ont trouvé de nouvelles façons de travailler ensemble, insufflant un nouvel élan à l'écosystème diversifié et riche de l'arène multilatérale.

Des visions inspirantes pour des systèmes alimentaires transformateurs ont été forgées lorsque les gouvernements ont réuni des entreprises, des communautés et la société civile pour tracer des voies pour l'avenir des systèmes alimentaires qui respectent les droits humains de tous à travers des dialogues nationaux dans 148 pays. Ces dialogues ont révélé les éléments clés de l'action des gouvernements, ainsi que des différentes parties prenantes, pour renforcer davantage les systèmes alimentaires d'ici 2030 et aider les gens à réaliser leur droit à l'alimentation.

Les États membres, les experts et les parties prenantes ont apporté plus de 2 000 idées pour une action accélérée. Action Tracks a regroupé cette riche contribution de manière systémique pour créer des communautés de pratique et favoriser de nouveaux partenariats. Le groupe scientifique a procédé à de larges consultations et a apporté une solide contribution à la base de données probantes informant une grande partie des travaux du Sommet. Grâce au réseau des champions, aux dialogues du Sommet mondial sur les systèmes alimentaires et à plus de 900 dialogues indépendants, des personnes du monde entier ont proposé des idées sur la façon de transformer les systèmes alimentaires, en s'appuyant sur les priorités nationales et en générant des actions. Tous les participants ont pu bénéficier de l'engagement et des produits du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) qui pilote l'élaboration des politiques mondiales.

Au sortir de la pandémie et des blocages associés, plus de 500 personnes de plus de 130 pays ont participé en toute sécurité et de manière productive au pré-sommet (26-28 juillet) à Rome, et plus de 22 000 personnes se sont jointes en tant que délégués virtuels de 183 pays. Ensemble, ils ont livré un message retentissant selon lequel le statu quo n'est pas suffisant et ils ont lancé un appel à l'action à grande échelle et urgente. Les participants ont préconisé une approche systémique de l'alimentation, alignée sur le Programme 2030, qui englobe la complexité de notre monde pour réaliser les transitions dont nous avons besoin.

Alors que les peuples du monde entier se réunissaient autour des systèmes alimentaires, ils ont réaffirmé que les personnes, la planète et la prospérité sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À la suite des impacts de la COVID-19, l'action transformatrice par le biais des systèmes alimentaires peut jouer un rôle essentiel dans la relance mondiale. Les systèmes alimentaires façonnent le progrès dans trois domaines fondamentaux :

- Personnes - « Nourrir tout le monde pour la santé et le bien-être. »
- Planète — « Produire en harmonie avec la nature. »
- Prospérité — « Reprise inclusive, transformatrice et équitable pour le Programme 2030 ».

Ce triple élan permet au monde de s'engager à mettre en œuvre l'Agenda 2030.

Transformer les systèmes alimentaires

Ce voyage a profondément confirmé que nos systèmes alimentaires ont le pouvoir de réaliser notre vision commune d'un monde meilleur. Partout dans le monde, les personnes engagées dans les systèmes alimentaires fournissent des aliments nutritifs à des milliards de personnes tout en préservant la biodiversité et les écosystèmes essentiels. Il est reconnu que nous devons nous appuyer sur les bonnes pratiques - telles que les systèmes alimentaires autochtones - investir dans la science et l'innovation, et impliquer toutes les personnes - en particulier les femmes et les jeunes, les peuples autochtones, les entreprises et les producteurs - dans la réalisation des ODD.

Il a également été convenu qu'aucune taille ne convient à tous. Alors que les contextes locaux, les approches et les perspectives peuvent différer, les systèmes alimentaires peuvent et doivent s'adapter afin de réaliser les ODD. Ceci, à son tour, enrichit l'engagement au niveau mondial, y compris la réalisation des objectifs d'autres accords internationaux, tels que l'Accord de Paris et la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.

De nombreux gouvernements s'engagent à accélérer et à approfondir le pouvoir de transformation des systèmes alimentaires d'une manière alignée sur le Programme 2030. L'accent est de plus en plus mis sur l'alimentation des populations croissantes de manière à contribuer à la nutrition, à la santé et au bien-être des personnes, à restaurer et à protéger la nature, à être climatiquement neutres, adaptées aux circonstances locales et à fournir des emplois décents et des économies inclusives.

Cette transformation est éclairée et soutenue par l'ambition des 17 ODD, qui repose sur l'idée que nous devons de toute urgence passer d'une action progressive et cloisonnée à une approche systémique. Le système alimentaire ne peut prospérer sans que tous les secteurs travaillent ensemble, vers des objectifs communs. Il implique de multiples secteurs du gouvernement, avec l'interaction de plusieurs disciplines scientifiques, ainsi que des connaissances traditionnelles et autochtones.

L'action transformatrice exige l'engagement et la participation étroite des personnes qui dirigent nos systèmes alimentaires, tels que les agriculteurs, les éleveurs, les travailleurs de l'alimentation et les pêcheurs. Outre les gouvernements, le monde des affaires — des petites et moyennes entreprises aux sociétés multinationales — a un rôle important à jouer par le biais de pratiques commerciales responsables et de solutions innovantes pour rendre les systèmes

alimentaires plus durables, résilients et équitables, tout en adaptant leurs pratiques pour garantir à tous peuvent accéder à une alimentation saine et nutritive.

Il est également nécessaire de modifier et d'augmenter le financement public et privé de l'alimentation, y compris pour la science et la recherche. Cette innovation et ce changement dans les approches de financement doivent éviter les coûts cachés excessifs et favoriser des résultats plus sains, plus inclusifs et plus durables.

La valeur de la nourriture doit également être comprise comme bien plus qu'une simple marchandise. C'est un droit pour les personnes qui doit être réalisé, et l'impact et les externalités économiques, sociales et environnementales doivent être mieux évalués et atténués ou exploités selon les besoins.

La pandémie nous a rappelé notre interdépendance et que notre santé, la santé des animaux et la planète sont intrinsèquement liées – soulignant le besoin urgent de renforcer la coopération aux niveaux national, régional et mondial pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens et les maladies zoonotiques, en utilisant une approche intégrée et systémique d'une seule santé. Une approche unique de la santé est également essentielle pour des économies fortes et résilientes.

Un commerce ouvert, non discriminatoire, transparent et fondé sur des règles est essentiel pour construire des systèmes alimentaires plus inclusifs et résilients. Malgré les défis auxquels sont confrontées les chaînes d'approvisionnement mondiales, la COVID-19 a montré la résilience des systèmes alimentaires locaux et régionaux.

Accélérer et aller plus loin pour mettre en œuvre les transformations nécessaires dans nos systèmes alimentaires pour atteindre les ODD d'ici 2030

Le sommet sur les systèmes alimentaires a donné un coup de pouce essentiel à l'agenda 2030 et une lueur d'espoir dans le nuage de la pandémie. Toutes les parties prenantes, en particulier les gouvernements, doivent maintenant réaffirmer leur engagement à agir d'urgence, à grande échelle et en solidarité les unes avec les autres pour tenir la promesse des ODD.

À travers les ODD, le monde a établi des objectifs clairs et ambitieux pour les systèmes alimentaires qui reflètent les relations complexes entre les piliers environnemental, économique et social du développement durable. Nous n'avons pas besoin de nouveaux objectifs ; nous devons agir avec audace – maintenant – pour mettre en œuvre les actions de transformation nécessaires pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Alors que nous avons un objectif axé explicitement sur l'alimentation en cherchant à éliminer la faim, d'autres objectifs concernent les défis du système alimentaire.

Par exemple : Les systèmes alimentaires ont un rôle clé à jouer pour mettre fin à la pauvreté et atteindre l'ODD 1. Aborder la coexistence de la surnutrition et de la malnutrition sera crucial pour atteindre les objectifs de santé de l'ODD 3. Il sera impossible de gérer durablement les ressources en eau pour atteindre l'ODD 6 sans que l'agriculture ne joue un rôle central. La gestion durable des pêches est fondamentale pour la conservation et l'utilisation durable des océans et des mers et la réalisation de l'ODD 14. Plus généralement, les systèmes alimentaires doivent également refléter nos engagements sur la consommation et la production durables dans l'ODD 12, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique dans l'ODD 13, et la protection, la restauration et la gestion durable des écosystèmes terrestres dans l'ODD 15.

Il est temps de renouveler et d'accélérer notre engagement à atteindre ces objectifs.

Pour ce faire, il y a plusieurs actions clés que nous devons prendre :

- Nous devons soutenir les mécanismes nationaux qui élaborent et mettent en œuvre des voies nationales jusqu'à 2030 qui sont inclusives et cohérentes avec les engagements climatiques des pays, en s'appuyant sur les dialogues nationaux sur les systèmes alimentaires. Avec le système des Nations Unies et toutes les parties prenantes concernées, y compris les institutions financières internationales, le secteur privé et la société civile, jouant un rôle central dans le soutien à la mise en œuvre dans les pays.
- L'action doit être conduite au niveau des pays par les gouvernements dans leurs contextes locaux. **Cinq domaines d'action** pour aider à éclairer les transitions nécessaires pour réaliser la vision du Programme 2030 ont émergé du processus du Sommet. Notamment :

(1) Nourrir toutes les populations ;

(2) Promouvoir les solutions fondées sur la nature ;

(3) Promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et des communautés autonomes ;

(4) Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux agressions ;

(5) Accélérer les moyens de mise en œuvre.

Les progrès nécessiteront que les communautés de pratique et les parties prenantes locales et mondiales se réunissent avec les gouvernements nationaux sous l'égide de ces domaines d'action. En particulier, un soutien pour améliorer la mise en œuvre par le financement, les données, la science et l'innovation, la gouvernance et le commerce.

Dans tous les cas, nous nous félicitons des initiatives et des coalitions multipartites émergentes pour aider à accélérer les progrès vers la réalisation des ODD en s'appuyant sur ces cinq domaines d'action au niveau national. En particulier, nous avons besoin d'actions qui répondent aux demandes des pays, tout en maintenant une appropriation nationale forte et inclusive ; avoir une forte représentation des parties prenantes, en particulier les peuples autochtones, les femmes et les jeunes, et motiver des investissements accrus et mieux coordonnés par les partenaires mondiaux pour soutenir la mise en œuvre des objectifs nationaux.

Les initiatives mondiales visant à renforcer l'ambition des solutions fondées sur la science seront essentielles pour réaliser le Programme 2030.

Au-delà du Sommet

Le suivi du Sommet s'appuiera sur les efforts existants des pays et des organisations de soutien. La mise en œuvre des résultats du Sommet pour soutenir ces efforts au niveau des pays utilisera les institutions existantes, améliorant leur réactivité si nécessaire. Au niveau national, les gouvernements seront soutenus par les coordonnateurs résidents (CR) et les équipes de pays des Nations Unies (UNCT) dans l'élaboration et la mise en œuvre des voies

nationales, avec l'engagement et les contributions de toutes les parties prenantes, en tirant parti des instruments et des processus.

Au niveau mondial, travaillant dans l'ensemble du système des Nations Unies et avec des partenaires, les agences basées à Rome - FAO, FIDA, PAM - dirigeront conjointement un centre de coordination qui collabore avec et s'appuie sur les capacités plus larges du système des Nations Unies pour soutenir le suivi de le Sommet des systèmes alimentaires. Ces partenaires comprendront des acteurs non gouvernementaux, tels que la société civile et les entreprises.

Le pôle de coordination aura des fonctions clés, notamment :

- Renforcement des synergies avec les principaux forums intergouvernementaux tels que les processus du Forum politique de haut niveau (FPHN) et du Forum sur le financement du développement, ainsi que d'autres processus mondiaux prioritaires, notamment ceux liés à l'environnement, au climat, à la biodiversité, à la sécurité alimentaire, à la santé et à la nutrition , pour s'assurer que les systèmes alimentaires sont mieux pris en compte dans ces espaces et d'autres efforts connexes essentiels pour l'Agenda 2030.
- Coordonner et faciliter le soutien technique et politique des RBA, du système des Nations Unies au sens large et d'autres institutions spécialisées, pour développer et mettre en œuvre des voies de systèmes alimentaires nationaux, en tirant parti du système de coordonnateur résident.
- Établir un groupe consultatif des champions pour conseiller le centre, avec une représentation dédiée des groupes prioritaires, en particulier les jeunes, les peuples autochtones, les producteurs, les femmes et le secteur privé, afin d'assurer un suivi solide du Sommet. Cela devrait inclure la garantie que les plates-formes de mise en œuvre et les voies prennent en compte les perspectives de ces voix et de ces problèmes.
- Collaborer avec le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) du CSA au niveau mondial, soutenir le renforcement des capacités scientifiques et politiques et l'interface aux niveaux local et national.

Le CSA reste une plate-forme intergouvernementale et de parties prenantes essentielle pour tous qui travaillent ensemble pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous grâce à des systèmes alimentaires durables et transformateurs. L'engagement avec le CSA pour assurer le leadership du suivi de la FSS sera essentiel pour s'acquitter de son mandat.

Responsabilité - La pandémie a donné un nouvel élan au renforcement de la responsabilité dans tous les domaines afin de garantir le bien-être de tous les individus et de notre planète. Il est de la responsabilité des gouvernements de diriger en fixant les règles et en les faisant respecter. À l'échelle mondiale, les institutions existantes doivent renforcer leurs mécanismes pour soutenir la responsabilité mutuelle entre tous les acteurs, y compris le CSA et ses mécanismes de la société civile et du secteur privé.

Au niveau des pays, les coordonnateurs résidents contribueront aux rapports annuels du Secrétaire général et aux rapports réguliers au Président du Groupe des Nations Unies pour le développement durable (UNSDG) sur le soutien aux voies nationales. En s'appuyant sur ce travail aux niveaux national, régional et mondial, le Secrétaire général soumettra un rapport annuel - jusqu'en 2030 - au HLPF sur les progrès accomplis dans le suivi de ce Sommet. Les

États membres sont invités à réfléchir à la manière dont ils souhaitent examiner ce rapport dans le contexte du HLPF.

Bilan biennal - Le Secrétaire général convoquera une réunion mondiale de bilan tous les deux ans pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des résultats de ce processus et ses contributions à la réalisation de l'Agenda 2030. Cela sera soutenu par les RBA, le système des Nations Unies au sens large et les partenaires.



Le Secrétaire général exprime sa profonde gratitude à tous ceux qui ont fait preuve de leadership en contribuant à ce voyage. Grâce à vos idées, votre engagement et votre action, nous avons de l'espoir pour l'avenir des systèmes alimentaires et un monde meilleur. En utilisant l'Agenda 2030 comme plan directeur, agissons maintenant - ensemble - et réalisons notre vision.

« Avant de finir de prendre votre petit-déjeuner le matin, vous dépendiez de plus de la moitié du monde. »

- Martin Luther King, Jr.

